

# Perspectives féministes face au capitalisme

dimanche 17 mai 2026, par [Yveline Nicolas](#)

**Comment la perspective féministe permet-elle de penser la phase actuelle du capitalisme ? Quelle est sa contribution pour identifier des voies de sortie d'une hégémonie aussi puissante ? Ce point de vue offre des éléments de réflexions en réponse à la question posée par la revue Débats de l'ITS de mars 2026, "Un capitalisme oligarchique ? N° 17. Éditions du Croquant". Article de Yveline Nicolas, coordinatrice d'Adéquations.**

Sommaire de cet article

- [Présentation de l'article](#)
- [Le genre, longtemps impensé de la « science » économique](#)
- [Les critiques \(éco\)féministes du capitalisme](#)
- [Agir : la riposte féministe pour la justice sociale, écologique, économique](#)

## Présentation de l'article

Comment la perspective féministe permet-elle de penser la phase actuelle du capitalisme néolibéral « oligarchique » ? Quelle est sa contribution pour identifier des voies de sortie d'une hégémonie aussi puissante ? Une présentation des analyses féministes du modèle économique dominant, soulignant sa construction genrée, rend visibles certains points aveugles, qui subsistent même dans la critique de ce modèle. L'économie féministe constitue un domaine théorique ancien et riche, énonce des propositions politiques et s'appuie sur des pratiques concrètes et des savoirs expérientiels. Cette perspective revisite nombre d'enjeux essentiels, comme la définition des rapports d'exploitation et du travail, l'articulation entre reproduction et production, la dette, l'extractivisme... La mobilisation pour la justice de genre apparaît alors indissociable de celle pour la justice économique, sociale et climatique.

## Le genre, longtemps impensé de la « science » économique

Les penseuses et les mouvements féministes ont une longue antériorité en matière de prise en compte du genre ou rapports sociaux de sexe [1] dans le domaine de l'économie, rendant visibles les impensés d'une « science » masculine qui renvoie le travail fait au sein de la famille à un domaine privé tout en intéressant assez peu aux spécificités des femmes comme agentes économiques.

Tous les savoirs humains, même « objectifs » comme les mathématiques, ont été empreints d'un regard genré et véhiculent encore des représentations stéréotypées [2]. La discipline économique n'y échappe pas, d'autant qu'elle demeure la science sociale la plus masculinisée : moins de 25 % de femmes économistes et moins encore dans la recherche [3]. Plus on monte dans la hiérarchie des institutions qui font ou contrôlent les politiques macroéconomiques et financières, plus les hommes sont représentés. Le rapport du Forum des institutions monétaires et financières [4], indique ainsi une proportion de femmes dirigeantes dans les 335 institutions d'un échantillon international de banques centrales, banques commerciales, fonds de pension et fonds souverains ne dépassant pas 16 %.

De plus, comme dans la sphère politique, les femmes parvenant au sommet sont souvent « des hommes comme les autres », c'est-à-dire dépositaires des conceptions et des pratiques de la masculinité hégémonique [5], qui constitue la norme sociale du pouvoir, sous couvert de neutralité. La conception de l'économie y est technique, fondée sur des modèles mathématiques, des outils historiquement situés mais naturalisés, comme la croissance, le PIB comme boussole ultime, un *homo oeconomicus* asexué, autonome et rationnel, porté à optimiser ses avantages, en recherche égoïste du profit dans un univers réduit à un

marché, des échanges de biens et de valeurs, supposé s'autoréguler comme une mécanique. Cette science, qui tient beaucoup du scientisme, bascule facilement dans le dogme voire le religieux (le « fondamentalisme de marché ») avec son lot d'épisodes « hystériques » [6]... lors de crises que les économistes orthodoxes semblent rarement anticiper.

Les trois femmes ayant été à ce jour lauréates du prix Nobel d'économie, Elinor Ostrom (en 2009), Claudia Goldin (2023), Esther Duflo (2019) ont proposé des travaux s'éloignant de l'orthodoxie, proposant des alternatives comme la gestion des biens communs et des biens publics, une réflexion sur la place des femmes dans le marché du travail et les facteurs d'inégalités de genre, la lutte contre la pauvreté par la microéconomie et l'expérimentation de terrain.

Dès l'origine le féminisme se fonde sur une analyse critique et novatrice de la structure même de l'organisation socioéconomique, à commencer par le « travail » et l'articulation entre « production » et « reproduction ». L'organisation sociale et l'économie reposent sur une division sexuée du travail, qui est un rapport d'exploitation : l'assignation des femmes au travail dit de soins et domestique, considéré comme dénué de valeur économique, exercé gratuitement par les femmes par « vocation » de genre ou délégué à des subalternes faiblement rémunérées. L'infériorisation du statut des femmes en Europe, particulièrement au moment de la révolution industrielle capitaliste, est à l'origine de rôles séparés, la « femme au foyer » prenant soin de la force de travail productif de l'homme « pourvoyeur », travaillant à l'extérieur pour entretenir sa famille. La généralisation du travail salarié des femmes a conduit ensuite au salaire « d'appoint », au statut des « aidantes », des « conjointes ayant-droit » dans des ménages, dont le chef économique est un homme. La colonisation des autres continents a mené à l'imposition violente de ces conceptions hiérarchisées à d'autres sociétés, par exemple en Afrique, où le statut des femmes était très divers et parfois plus égalitaire, avec des activités économiques et commerciales autonomes [7].

Quand l'égalité des droits et des statuts est conquise, au moins sur un plan formel et légal, des inégalités persistent ou évoluent, comme la concentration des femmes dans des métiers de service, moins rémunérés, dévalorisés, précarisés, tandis que les professions qu'elles investissent tendent à perdre de leur prestige (médecin généraliste, enseignant) ou qu'elles sont évincées quand des activités deviennent structurantes de l'économie (la sphère du numérique).

Malgré les travaux féministes pionniers [8] et les mobilisations des mouvements et associations, la perspective de genre reste insuffisamment prise en compte, alors (ou parce que ?) qu'elle revisite tous les fondamentaux économiques : division du travail et rapports d'exploitation au sein des ménages, définition du travail « productif », élaboration concept de « care » [9], marché international et migrations des chaînes du care, inégalités de rémunération et de retraites, transmission genrée des patrimoines dans les familles [10], calcul de la richesse [11], comptabilité et structuration du budget au niveau national [12], etc. Ainsi, le « travail domestique et de soins non rémunéré » (TDCN, selon OIT), exercé à 76% par des femmes et des filles, qui y affectent quotidiennement 16 milliards d'heures, est estimé à au moins 1 500 milliards de dollars chaque année [13]. Ce travail va augmenter en raison de la transition démographique et du vieillissement de la population.

Alors que les politiques néolibérales austéritaires utilisent la division sexuée du travail comme une variable variable d'ajustement (transferts sur des femmes précarisées de tâches précédemment mieux prises en charge par des services publics), l'approche féministe propose de réformer le système économique, en partant de l'organisation d'une économie du care. Il s'agit d'accorder la priorité à la satisfaction des besoins essentiels, des soins aux enfants, aux personnes dépendantes, d'éducation, de santé, qui assurent la base sans laquelle l'économie dite « productive » ne pourrait pas se maintenir [14]. Ces fonctions, ces compétences - et les richesses produites - sont majoritairement assurées par des femmes, et de plus en plus par des femmes migrantes ou de classes sociales défavorisées. Une perspective genrée débouche sur la nécessité d'une forte revalorisation de ces tâches, d'un partage équitable, et sur l'importance de services publics accessibles et de la protection des biens communs contre la marchandisation et les mises en concurrence.

## Les critiques (éco)féministes du capitalisme

L'économie capitaliste néolibérale met en scène, comme on l'a vu, un individu « neutre », autonome, compétiteur - qui n'est autre finalement que l'homme valide et actif, aux affaires dans la société patriarcale. Dans cet imaginaire et cette réalité socioéconomiques, l'égalité au sens libéral de « égalité des droits » et des « chances » reste un leurre, piégant les femmes dans une quête épuisante pour devenir « des hommes comme les autres » tout comme les groupes sociaux minorés ont l'injonction de se « développer » selon les standards imposés par le capitalisme et ses Institutions financières internationales (IFI). Or les progrès en matière de parité en politique, d'égalité professionnelle et salariale, d'accès aux ressources, à l'espace public, etc. sont voués à être défaits au fur et à mesure par les forces contraires de la concentration des richesses, l'exacerbation des inégalités et les régressions sociales, l'affaiblissement des mécanismes démocratiques et des libertés publiques.

L'économie féministe, fondée sur des siècles d'expérience historique des rôles sociaux dévolus aux femmes, dévoile et documente les systèmes d'exploitations, les interdépendances et les vulnérabilités. L'écoféminisme élargit ces imbrications au vivant dans sa globalité, théorisant le lien entre exploitation des femmes et exploitation de la nature et des animaux non humains [15] Pour les écoféministes, patriarcat et crise écologique vont de pair. La « nature » a été infériorisée et exploitée, selon une modalité comparable à la domination patriarcale sur les femmes et à l'infériorisation de celles-ci, fondée sur une vision de gratuité, sur leur caractère « inépuisable », toujours disponible, toujours renouvelé. Aux violences sexistes et sexuelles qui accompagnent et maintiennent cet assujettissement, correspondent la guerre, le militarisme, la course aux armements, qui se réactivent confrontés aux limites du système de prédation, à l'épuisement des ressources, humains comme écologiques.

Quelles que soient les mutations du capitalisme, le statut des rapports sociaux de sexe reste un facteur central, à la fois pour la critique et pour l'élaboration de modèles et de pratiques alternatives. Cette question est même de plus en plus au devant de la scène, puisqu'une corrélation semble exister entre la radicalisation extractiviste et oligarchique et la « contre-révolution » masculiniste, qui dispose désormais de grandes figures officielles et mêmes des élus aux plus hautes responsabilités. Comment interpréter le mantra du président américain Drill baby drill, injonction à forer, conquérir, annexer, y compris par l'abandon de tous principes de droit et de démocratie, tous les territoires possibles pour les soumettre, en extraire les énergies ?

L'extractivisme est bien plus qu'un instrument technologique du capitalisme oligarchique, fondé sur la prédation des sols et sous-sols terrestres et océaniques : il se déploie comme une véritable culture de la domination, une rage de faire table rase à la fois d'écosystèmes et de sociétés humaines qui s'y organisaient ou souhaite le faire selon d'autres valeurs et d'autres modalités. Pour alimenter l'accumulation par une minorité et leur hyperconsommation ostentatoire, les « territoires sacrifiés » se multiplient partout, et d'autant plus aux Suds [16]. La logique sacrificielle finit par gagner l'ensemble des écosystèmes, y compris les océans, si l'on considère par exemple la pollution diffuse et généralisée par le plastique, et par sacrifier aussi la santé humaine. Dans beaucoup de territoires, les femmes sont en première ligne, étant donné leur rôle dans la gestion des ressources naturelles, des jardins maraichers, de l'eau. Elles affrontent de nouvelles atteintes à leurs corps autour des sites miniers, des violences de genre, la répression et l'impact sanitaire des produits toxiques.

Par ailleurs, la critique du « genre » devient à l'occasion dérivatif au niveau national et dans les instances internationales : comme les réfugiés et migrants bouc-émissaires, le genre est une hantise qui saisit les « élites » économiques et politiques dès lors que leur pouvoir et leur accumulation se trouvent inquiétés. En témoigne la conversion instantanée d'un milliardaire « progressiste » au virilisme, dès que ses intérêts financiers sont en jeu : « L'énergie masculine est bonne. La société en est remplie, mais la culture d'entreprise essaie de s'en détourner. Toutes ces formes d'énergie sont positives, mais une culture qui fait un peu plus la part belle à l'agressivité a ses mérites. » Sur ce, Mark Zuckerberg [17] est passé aux actes, mettant fin à la politique « diversité, équité et inclusion » dans ses entreprises.

À l'instar du numérique et de l'intelligence artificielle en pleine expansion, dont les excès pourraient

s'interpréter comme prolongement technique des abstractions et des envols de l'esprit (bien au-dessus du « féminin » et des corps dédiés à la procréation), le vieux secteur des énergies fossiles et de l'extraction minière demeure un bastion masculin, aux postures particulièrement virilistes et à l'idéologie belliqueuse. Cara New Daggett, chercheuse féministe en sciences sociales et politiques, développe ainsi la notion de « pétromasculinité » [18], analysant les liens historiques et actuels entre l'exploitation du pétrole et l'imaginaire de la puissance et de la masculinité dominante. Le caractère identitaire de cette composante de la culture occidentale explique la difficulté à concevoir et admettre la vulnérabilité humaine. De même l'actuelle vulnérabilité écologique et climatique de la planète impliquerait la capacité de comprendre la notion de limites à la puissance et à la croissance - et de reformuler l'économie en conséquence.

Le capitalisme « pétro-masculin » semble réagir à cette impasse par la régression à la deuxième moitié du 19ème siècle occidental, comme le montre l'actuelle dérive d'anciennes démocraties vers des régimes oligarchiques voire ploutocratique (aux Etats-Unis, le gouvernement comporte une douzaine de milliardaires) [19] ou de façon indirecte par des modalités électorales favorisant les plus riches, tandis que le lobbying permet aux entreprises transnationales d'être, en amont de la délibération démocratique, aux manettes de l'élaboration des lois, des institutions et de tous les mécanismes d'évaluation ou de contrôle (la capture de la Commission européenne par les milieux d'affaires en est une illustration).

De nouveaux modes d'exploitation des travailleurs-ses, une intensification du travail s'appuie sur l'essor des plateformes numériques et la « gig » économie (ou « économie des petits boulots ») qui s'apparente au travail d'autrefois à la tâche. Ces services en pleine croissance [20] emploient beaucoup de femmes précaires dans le monde entier ainsi que des hommes racisés (services de livraisons de plats préparés par exemple). Souvent présentés comme des opportunités pour les femmes, offrant plus de flexibilité pour articuler vie professionnelle et responsabilités familiales, les emplois de plateformes reproduisent voire aggravent souvent les inégalités professionnelles et salariales - sans compter le sexisme propagé par le secteur numérique et l'intelligence artificielle [21].

Qu'on place la focale sur le caractère impérialiste, oligarchique, ploutocrate, kleptocrate, mafieux, extractiviste ou néoféodal (le « techno-féodalisme ») du capitalisme contemporain, ses richesses restent fondées sur le travail « reproductif », celui de la nature sommée de fournir « des services écosystémiques », celui des milliards d'animaux d'élevages exploités dans l'agro-industrie [22], et encore et toujours celui des femmes et autres minorités [23] sociales (peuples autochtones, migrant-es). Ces rapports d'exploitation et ce contrôle sur les corps s'accompagnent d'un renouveau masculiniste, menaçant les acquis de l'égalité de statut des femmes, refusant les « minorités de genre ». Et parallèlement en niant le dérèglement climatique : car cet obstacle vient dérégler aussi l'imaginaire de la puissance et de l'illimité.

La minorité des « ultra-riches » exprime un refus de toute responsabilité morale vis-à-vis de la collectivité et du bien commun, une sorte de reniement d'appartenance à la société humaine, au moment même où celle-ci fait face à des risques majeurs en raison de la crise écologique et de la déliquescence du droit international de moins en moins en mesure de protéger les pays et groupes sociaux les plus faibles. Cette sécession oligarchique, allant jusqu'à aménager des bunkers dans des îles privatisées, ressortit à un imaginaire radicalement opposé à celui de « l'éthique du care » féministe, qui rappelle que tout humain (et la plupart des non-humains) sera vulnérable à un moment ou un autre de sa vie et que l'organisation sociale et économique devrait partir de cette réalité et se fonder sur la coopération et l'entraide.

La croyance, socialement genrée au masculin [24], dans le « techno-solutionnisme » et la conquête de nouveaux territoires (comme les fonds marins, les pôles, l'espace, voire des pays souverains) alimente la fuite en avant, en pleine régression infantile, allant jusqu'à la négation de l'état du savoir commun (le « climato-négationnisme »). 1 % des plus riches émettent autant d'émissions de carbone que les deux tiers de l'humanité, on comprend donc l'importance identitaire de ce refus. Cette ultra-richesse n'échappe pas non plus au prisme du genre : les femmes ne sont que 13,4% des milliardaires dans le monde, soit 406, dont les trois-quarts le sont en tant qu'héritières d'une fortune familiale amassée par leur père [25] (classement annuel de Forbes). En Afrique les quatre hommes les plus riches possèdent plus que la moitié des 750 millions habitant-es du continent [26].

La totalité du monde et des êtres se trouvant désormais prise dans l'entonnoir de l'accumulation pour maintenir et accroître les richesses d'une minorité, principalement dans les pays riches mais qui sont des modèles pour les autres, les femmes comme groupe social ont plus à perdre de la marchandisation générale qu'à gagner par le mythique « ruissellement » néolibéral. Car elles restent largement appréhendées par leurs corps et leur fonction reproductive, d'où l'essor de la gestation pour autrui (GPA) et des divers trafics, de la publicité, du marketing, de la télé-réalité s'alimentant des représentations sexistes et les renforçant. Elles constituent une réserve de travailleuses dans les chaînes de valeur mondiales, le care, le textile, l'agro-industrie, l'économie des plateformes (cf. plus haut). Dans certaines régions la compétition s'accroît entre femmes et hommes autour de ressources naturelles et agricoles qui s'amenuisent à cause des changements climatiques, de l'accaparement des terres et de l'eau.

Si le système patriarcal préexiste au capitalisme (l'exploitation du corps reproducteur des femmes serait lié à la sédentarisation et l'essor de l'agriculture, avec l'impératif de transmission et de contrôle de la filiation), ce dernier a exacerbé ce rapport de sujétion et d'exploitation sur le long terme. La domination capitaliste s'est diffusée partout, tout en maintenant son hégémonie géopolitique par la colonisation des populations des Suds et des écosystèmes, notamment par la dette et par le boom minier extractiviste, sous couvert désormais de « transition verte » pour l'Union européenne et la Chine ou d'indépendance pétrolière pour les Etats-Unis. Le capitalisme conduit à de plus en plus de crises sanitaires, de pollutions, qui affectent les personnes les plus discriminées. Il enserre les femmes dans un tissu de contradictions : en instrumentalisant l'égalité dans sa version libérale, tout en faisant usage du sexisme à des fins consuméristes, en se réclamant du « féminisme » (comme la nouvelle « diplomatie féministe » de certains Etats), tout en entravant les progrès des luttes contre le système patriarcal, en favorisant des « paniques de genre » [27], diversions électoralistes.

## **Agir : la riposte féministe pour la justice sociale, écologique, économique**

Les constats de l'impasse capitaliste sont de plus en plus évidents, mais la discussion sur la sortie d'un paradigme aussi totalisant débouche sur des perspectives insuffisantes, voire des constats d'impuissance. On se heurte à des murs de mécanismes institutionnalisés durant des décennies : le système financier mondial assure le maintien du mode de production et de consommation néolibéral de masse, oriente les subventions publiques vers des secteurs destructeurs des écosystèmes et du climat [28], alimente la corruption et l'évasion fiscale. Le système de la dette, véritable machine de guerre du capitalisme, hypothèque toute possibilité de développement soutenable des pays des Suds tout en maintenant les individus sous pression, particulièrement les femmes dans les régions les plus pauvres, qui s'endettent pour la survie quotidienne de la famille [29], et toutes les générations par la dette étudiante aux Etats-Unis par exemple [30]. La surveillance et la répression des initiatives de résistance s'accroissent, le capitalisme fusionne avec des appareils d'Etat militarisés et guerriers (peut-être son ultime mode défensif ?) [31]. Tous ces mécanismes fabriquent et renforcent, du côté du plus grand nombre, la précarisation, l'individualisme, les addictions à la consommation et à un monde virtuel ; et de plus en plus une attraction par des extrêmes, alimentée par le sentiment d'injustice et de dépossession.

Pour avancer, pour approfondir l'examen des dominations et des exploitations croisées, pour favoriser dialogue et convergences entre mouvements sociaux, il est indispensable que tous les acteur-trices, société civile ou politiques, prennent au sérieux l'apport féministe, qui a été présenté ci-dessus de façon nécessairement partielle. Foisonnante et en constante réinvention, notamment dans les pays des Suds, la réflexion féministe s'appuie à la fois sur une recherche académique, des savoirs expérimentiels, l'élaboration de propositions, de plaidoyer, véhiculés lors de mobilisations internationales, y compris dans les lieux d'élaboration de normes internationales et dernier refuge du multilatéralisme, comme certains organes des Nations unies.

Comme le rappelle Nancy Fraser, professeuse de philosophie et sciences politiques, le capitalisme n'est pas uniquement un système économique, c'est un ordre social institutionnalisé, qui se manifeste en « cannibalisant » toutes les ressources y compris non économiques [32]. Ce « cannibalisme » se nourrit particulièrement du care, valorisant la concurrence, la productivité et l'accumulation de profits en

négligeant la reproduction sociale (et écologique) comme elle allait de soi, générant un épuisement général, une pénurie de temps particulièrement pour les femmes, une indifférence à la dégradation des services publics, une diminution constante de l'accès à la santé, à une alimentation saine, au logement décent, du fait du refus capitaliste de reconnaître à sa juste valeur et de d'assurer les conditions de la reproduction, en préservant des biens communs.

La réflexion et les propositions féministes viennent battre en brèche le « TINA » néolibéral (there is no alternative), parce que la simple présence des femmes comme sujets désormais égaux rappelle aux hommes l'étendue de leurs privilèges accumulés. Et la présence de femmes subordonnées (migrantes, ouvrières, femmes de ménage, nounous, responsables de familles monoparentales...) rappelle au féminisme « libéral » que s'insérer dans un monde capitaliste, ses valeurs de compétition, prôner l'accès au pouvoir, assurer l'égalité matérielle en colonisant et exploitant le reste du monde et d'autres femmes, ne permettra jamais d'atteindre l'égalité réelle. Les redistributions de pouvoir et de ressources internes aux pays riches et aux pôles urbanisés dans le monde se heurtent au fait que les inégalités et l'exploitation des femmes se transposent dans d'autres pays et territoires, notamment ruraux et agricoles.

Pour opérer une bifurcation, il y a donc en premier lieu l'urgence de rompre avec la séparation capitaliste des sphères de production et de reproduction, d'étendre la notion de soin, de maintien de la vie, des liens sociaux, de réparation des forces productives et de l'environnement, et de redéfinir ce que serait un travail et des revenus véritablement utiles, justement répartis, largement relocalisés.

Les contre-pouvoirs sont déterminants : medias indépendants, associations, lanceurs-ses d'alerte, défenseur-ses des droits. Les mouvements féministes, du fait d'une connaissance « de l'intérieur » des mécanismes d'oppression et d'exploitation, et d'une grande vigilance dès que se profilent des « backlash » (retours en arrière) [33] constituent un levier de résistance au capitalisme. Ils ont ainsi contribué à revigorer le mouvement altermondialiste et la solidarité internationale, notamment à partir des féministes latino-américaines. Des collectifs féministes participent activement aux conférences des Conventions internationales climat et biodiversité, où ils se sont fait reconnaître comme « groupe de la société civile » officiellement consulté. En plus de l'agenda spécifique sur l'égalité et les droits des femmes comme la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations envers les femmes (Cedef), le Programme d'action de la Conférence sur les droits des femmes et la Commission sur le statut des femmes des Nations unies, l'agenda Femmes, paix et sécurité, la « diplomatie féministe » des Etats, des réseaux féministes participent aussi aux processus plus globaux des Objectifs de développement durable pour 2030, au cycle de négociation sur le Financement du développement, aux Sommets sur l'agriculture et l'alimentation, etc.

Aucun enjeu n'échappe à l'analyse féministe. Par exemple la Coalition Genre et commerce documente l'impact des politiques commerciales et fiscales sur les femmes. Un mouvement féministe « Sud-Sud » dynamique, intégrant les questions de justice écologique et climatique, développe un centre de formation et de ressources en ligne qui assure la relève des nouvelles générations. Des réseaux de femmes rurales et paysannes ajoutent au développement actuel de l'agroécologie une définition de genre, intégrant la reconnaissance du travail et des savoirs des femmes, de leur autonomie, se faisant gardiennes de semences locales adaptées aux sécheresses et aux inondations [34].

La notion de « consentement » a toujours été au centre de la discussion féministe pour l'autonomie du corps et des choix. Des réseaux féministes promeuvent de même le « droit de dire non » aux projets extractivistes, en s'appuyant et formant sur les outils juridiques du Consentement libre, informé et préalable (et révocable), qui reconnaît la participation des communautés à la prise de décision concernant leurs territoires [35].

La « transition » énergétique et écologique avec son objectif étroit d'une décarbonation de la société actuelle sans en interroger les impasses, conduit à un « extractivisme vert » néocolonial, pour alimenter une production « renouvelable » qui s'additionne à la relance du pétrole. Le droit de dire Non est associé à des revendications de « réparations », piste parmi d'autres pour réorienter l'économie internationale. Puisque le capitalisme industriel productiviste est historiquement responsable du réchauffement

climatique, il a une dette climatique et écologique. La planète peut absorber environ l'équivalent de 1,7 tonnes de gaz à effet de serre par jour par habitant-e. Dans l'Union européenne on émet 7 t/hab (17 aux Etats-Unis), tandis qu'en République Démocratique du Congo cette consommation est inférieure à 0,5 [36]. Le raisonnement peut intégrer une composante de genre : les femmes ont une empreinte écologique en moyenne moindre que les hommes [37] ; de plus historiquement elles n'ont pas eu leur mot à dire sur les choix du modèle de développement, n'étant pas considérées comme des sujets politiques à part entière.

Dès lors, la critique du capitalisme doit affronter un sujet encore largement « tabou » et mal compris : celui de la nécessaire décroissance macroéconomique des pays riches (et des riches mais aussi des classes moyennes supérieures dans tous les pays). Dénoncer les hyper-riches et demander une redistribution des richesses interne aux pays riches ne suffit pas : les citoyen-nes du Nord devront considérer des changements radicaux de leurs modes de vie, admettant que l'extension illimitée de la consommation [38] est mortifère (et entraîne les citoyen-nes des autres régions du monde dans le même désir et la même voie). Les dissonances suscitées par le capitalisme conduisent par exemple les militant-es à un usage addictif des armes consuméristes du capitalisme lui-même - à commencer par les réseaux sociaux commerciaux qui font la fortune d'oligarques masculinistes. La décroissance est une question de justice et de cohérence, dont des féministes se sont emparées et ce champ de recherche et de plaidoyer se développe [39].

La proposition féministe qui place les activités essentielles de reproduction, de restauration et de soins au centre d'une redéfinition de l'économie constitue un premier levier pour rompre avec l'illusion de la croissance quantitative et la fétichisation du pouvoir et de la technologie. Elle contribue à une discussion collective sur la définition des besoins réels des sociétés, de la valeur du travail, des moyens et de l'organisation du temps consacré à maintenir la vie sur la planète.

---

## Notes

[1] Le mot « genre » (ou analyse, perspective de genre), sera utilisé ici en raccourci pour désigner la notion sociologique de rapports sociaux entre femmes et hommes.

[2] D'où l'importance de renforcer la formation des enseignant-es. Cf. analyses et outils pratiques « Égalité filles-garçons : dépasser les stéréotypes en mathématiques », septembre 2025 : <https://www.reseau-canope.fr/actualites/article/egalite-filles-garcons-depasser-les-stereotypes-en-mathematiques>

[3] Base de données <https://ideas.repec.org/top/female.html>

[4] <https://www.omfif.org/gbi2025/>

[5] Au sens de la sociologie du genre, cf. Raewyn Connell, *Masculinités : enjeux sociaux de l'hégémonie* (1995, trad. française 2014)

[6] Qu'on pourrait interpréter comme une sorte de retour du refoulé des émotions, chez des hommes pétris de valeurs viriles et « rationnelles » trop unilatérales

[7] Par exemple en 1929 la révolte de femmes au Nigeria contre des autorités coloniales britanniques restreignant leur pouvoir politique et économique

[8] Citons parmi les pionnières, notamment du féminisme matérialiste : *Le marxisme et l'oppression des femmes. Vers une théorie unitaire*, Lise Vogel, Les éditions sociales 2022 (éd. originale 1983) ; *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Colette Guillaumin, Côté-Femmes, 1992 ; *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paola Tabet, L'Harmattan 1998 ; *Le capitalisme patriarcal*, Silvia Federici, La Fabrique, 2019 ; *L'ennemi principal. I. Economie politique*

du patriarcat, Christine Delphy, Syllepse, 1998. L'ennemi principal. II. Penser le genre, Christine Delphy, 2001 ; Femmes, race et classe, Angela Davis, Ed. Des Femmes, (trad.) 2007 ; Les subalternes peuvent-elles parler ? Gayatri Chakravorty Spivak, Amsterdam 2009

[9] Notion difficile à traduire en un mot : prendre soin, sollicitude, éthique du care, débouchant sur un « travail du care ». Selon Joan Tronto, chercheuse féministe étatsunienne : « activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre monde ». Un monde vulnérable. Pour une politique du care (1993, Ed. française La Découverte, 2009) ; Une voix différente. Pour une éthique du care, Gilligan Carol, (1982, trad. Flammarion, 2008)

[10] Recherches récentes sur ces enjeux : Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités, Céline Bessière, Sibylle Gollac, La Découverte, 2019

[11] <https://ilostat.ilo.org/fr/topics/unpaid-work/measuring-unpaid-domestic-and-care-work/>

[12] Ainsi la budgétisation sensible au genre vise à réduire les inégalités de genre à travers les processus de planification et de budgétisation des politiques publiques, en prenant en compte la situations et des besoins spécifiques des femmes et des hommes et analysant l'impact que peuvent avoir des dépenses sur les inégalités

[13] Fiche récapitulative :

[https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@stat/documents/publication/wcms\\_821251.pdf](https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@stat/documents/publication/wcms_821251.pdf)

[14] Le mouvement des « grèves féministes » vient rappeler que les femmes travaillent gratuitement à la fois comme salariées (inégalités salariales à travail de valeur égale) et comme pourvoyeuses de soins dans les familles (sans compter leurs activités sociales et environnementales bénévoles).

[15] L'exploitation du travail des animaux et la réification de leurs corps par l'industrie productiviste de la viande constituent aussi un fondement du modèle capitaliste. La discussion écoféministe sur le « spécisme » et le « carnisme » ne sera pas développée ici.

[16] L'expression « zone de sacrifice » est utilisée par des chercheur-ses et mouvements sociaux pour désigner ces territoires détruits et pollués souvent pour des siècles, par les modes de développement industriels, allant de pair avec une destruction culturelle, des modes de vie, accompagnée de violences et d'atteinte aux droits. Ces zones sont sacrifiées en premier lieu là où la population est la plus précarisée et aura le plus de difficulté à faire valoir leurs droits

[17] Sa fortune est estimée à 216 milliards de dollars. Son comportement illustre jusqu'à la caricature l'état d'esprit des « oligarques » : il achète à partir de 2014 un domaine dans l'île de Kauai à Hawaï, qu'il étend progressivement (et discrètement) et qui dépasserait 900 hectares en 2025 ; doté de systèmes autonomes pour l'eau et l'énergie et d'un tunnel souterrain vers un abri équipé de portes résistantes aux explosions...

<https://www.architecturaldigest.com/story/mark-zuckerberg-quietly-added-1000-acres-to-his-kauai-compound>

[18] The Birth of Energy. Fossil Fuels, Thermodynamics, and the Politics of Work, Duke University Press, 2019, non traduit. Pétromasculinité, Wildproject. Interview :

<https://www.revue-ballast.fr/pour-une-lecture-feministe-du-deni-climatique-avec-cara-new-dagett/>

[19] Même si Musk, pesant 342 milliards l'a quitté, la fortune cumulée des milliardaires de l'administration Trump s'élève à 390,6 milliards de dollars, selon un décompte du Washington Post en décembre 2025, ui souligne que c'est le gouvernement « le plus riche de l'histoire moderne » des Etats-Unis » :

<https://www.washingtonpost.com/politics/interactive/2025/trump-white-house-billionaires-musk/>

[20] Les plateformes mettent en relation des clients et des fournisseurs de services via des opérateurs. L'OIT, qui cherche à transposer sa notion de « emploi décent » a défini « travailleur des plateformes numériques » comme une « personne employée ou engagée pour travailler : i) en vue de la fourniture du service organisé par une plateforme de travail numérique ; ii) contre rémunération ; iii) indépendamment de son statut d'emploi, et qu'elle soit dans l'économie formelle ou informelle »

[21] Exemples de représentations :

<https://www.rfi.fr/fr/technologies/20250308-comment-l-intelligence-artificielle-v%C3%A9hicule-des-pr%C3%A9jug%C3%A9s-sexistes>

[22] Estimés à 95 milliards d'animaux élevés et abattus chaque année dans le monde (hors animaux aquatiques)

[23] « Minorité » s'applique ici aux femmes dans le sens sociologique de statut social minoré et non dans le sens quantitatif de groupe social minoritaire.

[24] Rappelons que le « masculin » ici ne désigne pas les hommes, mais les valeurs et comportements socialement attribués aux hommes dans le système de genre et socialement survalorisés.

[25] Dont les deux femmes les plus riches du monde, l'héritière de Walmart (116 milliards \$ en 2025) et celle de L'Oreal (81,6 milliards) selon le Bloomberg Billionaires Index

[26] Et d'une manière générale en Afrique, les hommes possèdent trois fois plus de richesses que les femmes

(<https://www.oxfamfrance.org/rapports/la-crise-des-inegalites-en-afrique-et-la-montee-des-ultra-riches/>)

[27] Cf. Qui a peur du genre ? Judith Butler, 2024

[28] Par exemple, entre 1 500 et 2 700 milliards d'euros / an de subventions publiques sont affectés à des activités économiques néfastes pour la nature (Institut des sciences et technologies de l'environnement de l'Université autonome de Barcelone)

[29] Aggravé par certaines politiques de microfinances à destination des femmes. Documentation féministe sur la dette :

<https://www.cadtm.org/Femmes-et-dettes-dans-les-maillages-du-capitalisme-et-du-patriarcat>

[30] Chaque année, plus de 1 000 milliards de dollars vont au seul service de la dette. Selon les Nations unies, plus de 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays où le remboursement de la dette mobilise davantage de ressources que les budgets de la santé ou de l'éducation

[31] Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 700 milliards de dollars en 2024, soit environ 500 fois le budget actuel du maintien de la paix des Nations unies

[32] Le capitalisme est un cannibalisme, Nancy Fraser, 2022, Agone 2025. Dans ce livre elle montre comment l'exploitation capitaliste se nourrit et conduit intrinséquement au racisme (par le pillage des ressources des populations racisées), au sexisme (l'exploitation du care, fonction essentiellement féminine), à la destruction écologique et à crise de la démocratie

[33] Phénomène de « retour de bâton » face aux avancées de l'égalité, décrit par Susan Faludi dans Backlash : The Undeclared War Against American Women, 1991. Le terme s'applique aussi au « backlash » écologique actuel par exemple.

[34] <https://southfeministfutures.org/fr/> ; <https://capiremov.org/fr/> ;  
<https://www.ruralwomensassembly.org/>

[35] <https://womin.africa/fr/>

[36] Ces chiffres sont des estimations, susceptibles de fluctuer selon les modes de calcul. Cf. notamment

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat/fr/>

[37] Notamment parce qu'elles ont des revenus moindres, qu'elles se déplacent moins en voiture, mangent moins de viande.

[38] Ceci concerne particulièrement le tourisme de masse, l'avion, tous les produits et services « low cost », la mode « jetable », la voiture individuelle, la consommation fréquente de viande, etc.

[39] <https://wedo.org/what-we-do/our-programs/feminist-action-nexus-for-economic-and-climate-justice/>, cf. série « Degrowth for global Justice », Emilia Reyes, 2024 ; Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance, Geneviève Pruvost, La Découverte